

# Le Monde CAMPUS

FORMATION | RECRUTEMENT | CARRIÈRE



**Le grand entretien**  
« TROUVER "SA PLACE"  
DANS LE MONDE  
DU TRAVAIL »

Cécile Van de Velde  
sociologue

**Mobilité**  
QUELLES RÉGIONS  
FRANÇAISES  
S'ARRACHENT LES FUTURS  
MANAGERS ?

## 2014 : les juniors s'engagent

OPPORTUNITÉS DE CARRIÈRE AU PARLEMENT  
OU DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES

D'Athènes à Pékin de quoi rêvent les jeunes diplômés

Afin que les futurs responsables politiques et économiques soient mieux connectés avec le monde réel, le think tank Cartes sur table propose d'intégrer le volontariat social dans les cursus universitaires.

## Et si les masters instituaient un engagement citoyen obligatoire ?

**C**lasses préparatoires, Normale-Sup, Sciences Po, HEC... Dans les parcours de l'élite française, les variantes sont nombreuses. Mais le principe reste le même : grimper les échelons d'écoles renommées pour leurs formations prestigieuses. « *Les élites évoluent en vase clos* », ironise Julia Cagé, vice-présidente du think tank Cartes sur table. Ce parcours, Jean-Baptiste Mauvais l'a vécu : « *Lorsque j'étais étudiant à l'ENS Lyon, nous avions, comme dans toutes les grandes écoles, la possibilité de nous engager au sein d'une association, mais cela restait facultatif. Certains camarades me semblaient assez déconnectés de la réalité, et je me disais déjà, à l'époque, que ce serait salutaire qu'ils aient l'occasion d'être confrontés à des aspects du monde social qui leur étaient étrangers, alors que nous sortions de prépas bien souvent remplis de certitudes et avec l'impression trompeuse de presque tout savoir.* »

Dix ans plus tard, devenu professeur d'allemand, il n'a pas changé d'avis. Il vient de rédiger, avec Maxime Gfeller, « *L'Ouverture sociale autrement. Promouvoir l'engagement citoyen étudiant* », un rapport publié en janvier par Cartes sur table. L'objectif : éviter que les futurs responsables économiques et politiques ne soient déconnectés des réalités sociales. « *Nous avons du mal à conceptualiser l'ouverture sociale autrement que sous la forme permettant à des*

*jeunes issus de milieux défavorisés d'accéder à ces cursus sélectifs. C'est très bien, mais c'est une ouverture sociale unilatérale et donc insuffisante* », précise l'agrégué.

Le rapport propose ainsi l'instauration d'un engagement citoyen de terrain, commun à l'ensemble des formations de type master et grandes écoles, à travers des dispositifs inclus par les établissements dans leur projet pédagogique. Des actions existent déjà, en France comme à l'étranger. Du « *stage de formation humaine* » de l'Ecole polytechnique à la « *pédagogie par l'action citoyenne* » proposée par l'ESC Dijon, il ne s'agit pas de proposer un dispositif national qui s'appliquerait indifféremment à l'ensemble des étudiants, mais que chaque établissement élabore un projet qui lui soit propre. « *Les modules d'engagement étu-*

**« LE RISQUE EXISTE QUE CE SOIT PERÇU COMME UNE CORVÉE. MAIS SI LE CONTENU ET LES MODALITÉS SONT ASSEZ SOUPLES, CHACUN DOIT POUVOIR Y TROUVER SON COMPTE »**

JEAN-BAPTISTE MAUVAIS, du think tank Cartes sur table

*diant citoyen ne sauraient se cantonner à une ou deux formes privilégiées de type soutien scolaire en établissement difficile, écrivent les auteurs du rapport. Toutes sortes d'autres formes d'engagement sont possibles : visites à des personnes âgées ou à des enfants malades, activités au sein d'associations agréées et partenaires – Restos du cœur, Secours populaire, Croix-Rouge –, visites guidées de lieux patrimoniaux à destination de publics éloignés de telles pratiques culturelles... »* S'il est souple dans ses formes, l'engagement citoyen proposé par

Cartes sur table se veut obligatoire. « *Le cœur de l'idée, c'est de responsabiliser les élites. Il faut atteindre cette population qui n'est pas déjà sensibilisée à l'esprit de solidarité, qui n'irait pas spontanément s'engager* », précise Maxime Gfeller. Associer engagement sincère et contrainte, voilà qui peut faire grincer des dents. « *Le risque existe que cet engagement soit perçu comme une corvée. Mais, si le contenu et les modalités sont suffisamment souples, chacun doit pouvoir y trouver son compte* », poursuit Jean-Baptiste Mauvais. Autre critique qu'essuient les auteurs du rapport : le stage citoyen ne serait qu'une version allégée du service civique. Peut-être allégée, sûrement plus réaliste, affirme Maxime Gfeller. « *Mettre entre parenthèses une année d'études comme l'impose le service civique est une idée jacobine, et trop coûteuse. Agir de manière décentralisée et diffuse est bien plus efficace.* » Même son de cloche du côté de Jean-Baptiste Mauvais : « *Quantitativement, c'est peut-être une version light du service civique. Mais pas en termes d'impact. Il s'agit de toucher les managers de haut niveau, les futurs responsables politiques économiques et culturels.* » Reste à voir comment le rapport sera reçu par lesdites élites. Sur le principe, l'initiative est plutôt bien accueillie. Sa mise en place risque d'être plus compliquée. « *En termes de gestion d'un établissement, introduire un projet de cette envergure, c'est risquer de se heurter aux humeurs du corps enseignant et étudiant* », reconnaît Jean-Baptiste Mauvais. Mais l'agrégué insiste : « *L'actualité est émaillée d'affaires illustrant des élites déconnectées de la réalité. On doit s'interroger sur le rôle de l'éducation dans la prise de conscience des réalités sociales.* »

MARGHERITA NASI